

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 26/06/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 26/01/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ODELOT**

Le contour des fontaines  
89600 Chéu

Références : / 240289  
Code AIOT : 0025500032

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement ODELOT implanté Le contour des fontaines ZI la saunière Saint-Florentin 89600 Chéu.

L'inspection intervient dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure du 29 juin 2022 pris à l'encontre de la société ODELOT RECYCLAGE et de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative la société ODELOT RECYCLAGE .

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ODELOT
- Le contour des fontaines ZI la saunière Saint-Florentin 89600 Chéu
- Code AIOT : 0025500032    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'entreprise ODELOT RECYCLAGE exploite une installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (rubrique 2713) et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712).

Elle est pour cela autorisée par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets, risques accidentels, risques chroniques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
7	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1	Astreinte	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	
4	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	
5	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1	
6	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1	


### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant s'est remis en conformité par rapport à l'arrêté de mise demeure du 12 avril 2021.


Pour ce qui concerne l'arrêté de mise en demeure du 29 juin 2022, la prescription concernant la surveillance des eaux souterraines n'est pas respectée. En effet, le nombre de piézomètres est resté à 2 au lieu de 4 et la fréquence de surveillance, qui doit être trimestrielle, est annuelle.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Portique de détection radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ODELOT dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT FLORENTIN est mise en demeure de respecter pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « le contour des fontaines » sur le territoire de la commune de CHEU :  <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.3.5 et 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en mettant en place un registre des déclenchements de portique de détection de la radioactivité et en les signalant sans délai à l'inspection des installations classées ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Un registre des déclenchements de portique de détection de radioactivité est présent à l'entrée du site. L'exploitant ne déclare aucun déclenchement depuis la dernière inspection de 2023.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Portique de détection radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en formant ses personnels à la gestion des déclenchements de portiques de détection de la radioactivité</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>2 salariés ont été formés à la gestion des déclenchements de portiques de détection à la radioactivité. La feuille d'émargement de présence à cette formation en 2023 a été présentée lors de l'inspection.</p> <p>En fonction des mouvements de personnel, il faudra s'assurer la présence continue d'un salarié formé lors des heures d'ouverture du site.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


### N° 3 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en mettant en place une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup></li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Une réserve de 120 m<sup>3</sup>, citerne souple hors sol, a été installée sur le site à l'emplacement préalablement défini avec le SDIS.</p> <p>Le jour de l'inspection, la réserve incendie n'était pas remplie d'eau, elle n'était pas fonctionnelle.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 2 février 2024 la justification de la mise en eau de la réserve.</p> <p>Le 12 février 2024, une reconnaissance opérationnelle initiale des points d'eau incendie a été effectuée par le SDIS de l'Yonne.</p> <p>Il est recommandé de clôturer la zone de la citerne, sur une hauteur de 2 m, munie d'un portillon et interdisant l'accès à toute personne non autorisée.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est recommandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sécuriser la réserve incendie de telle sorte qu'un engin de chantier ne puisse la dégrader lors des opérations de manutention sur site,</li><li>- réaliser un marquage pour la zone d'aspiration.</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Mise en demeure


<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 4.3.2 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 en organisant la correcte gestion des eaux pluviales du site de sorte à éviter la lixiviation des déchets par les eaux météoriques et l'infiltration de ces eaux dans les sols.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>La zone ciblée a été partiellement nettoyée des déchets depuis la dernière inspection.</p> <p>Il reste cependant des quantités non négligeables de métaux et pièces de moteur, à même la terre.</p> <p>L'exploitant décrit un projet d'imperméabilisation de la zone mais au jour de l'inspection aucun signe préparatoire n'a été vu.</p> <p>Par courrier électronique en date du 27 février 2024, l'exploitant a fourni la preuve de la réalisation de travaux de nettoyage et d'évacuation des déchets sur la zone non imperméabilisée. La quasi totalité de la surface a été nettoyée à l'aide d'une pelle mécanique à chenille équipée d'une pince de tri. Il restait encore cependant, sur certaines zones des déchets à évacuer.</p> <p>La justification du nettoyage complet de la zone non imperméabilisée a été fournie en date du 17 mai 2024, par courrier électronique avec reportage photographique à l'appui.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Mise en demeure


<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Impact visuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ODELOT RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT FLORENTIN, est mise en demeure de respecter, pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « Le Contour des Fontaines » sur le territoire de la commune de CHEU :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 suivantes :</p> <p>Afin de limiter l'impact visuel provoqué par le stockage des véhicules hors d'usage et de ne pas générer de risque supplémentaire, le stockage des véhicules est limité à une seule hauteur sur l'ensemble des installations. Le stockage sur plusieurs hauteurs est toléré au cours des opérations de gerbage et d'expédition des véhicules. La hauteur de stockage des métaux est limitée à 3 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les hauteurs de matériaux présents sur site le jour de l'inspection étaient bien supérieures à 3 m.</p> <p>L'exploitation évoque l'absence d'un agent grutier dans le retard de traitement des stocks et leurs accumulations en hauteur.</p> <p>Les véhicules sont stockés, en revanche, sur une seule hauteur.</p> <p>Par courrier électronique en date du 2 février et du 12 février 2024, l'exploitant a justifié de l'expédition de déchets métalliques et du retour à une hauteur inférieure à 3 mètres.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



## N° 6 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stockage pneumatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ODELOT RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT FLORENTIN, est mise en demeure de respecter, pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit « Le Contour des Fontaines » sur le territoire de la commune de CHEU :</p> <p>Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 suivantes :</p> <p>Les pneumatiques sont stockés dans un container fermé de 25 m<sup>3</sup> à l'extérieur de l'atelier de dépollution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le volume de pneumatiques a considérablement diminué depuis la dernière inspection. L'exploitant déclare avoir fait évacuer, entre le 4 septembre 2023 et le 22 janvier 2024, 7 semi-remorques à fond mouvant de 90 m<sup>3</sup>, soit 128 tonnes de pneumatiques.</p> <p>La visite sur site montre une diminution de la quantité de pneumatiques présents. Cependant, il reste sur site, à de multiples endroits, des quantités de pneumatiques encore importantes.</p> <p>Aucun container ne semble destiné à stocker ces pneumatiques.</p> <p>En date du 2 février 2024, l'exploitant a justifié de l'évacuation du tas de pneumatiques le long du bâtiment de dépollution des véhicules hors d'usage (2 semi-remorques).</p> <p>La justification de l'évacuation des pneumatiques dispersés sur l'ensemble de la zone non imperméabilisée a été fournie en date du 27 février et 17 mai 2024.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ODELOT RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI La Saunière, Ferme du Renard à SAINT FLORENTIN, est mise en demeure de respecter, pour le centre VHU qu'elle exploite au lieu-dit «Le Contour des Fontaines» sur le territoire de la commune de CHEU :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 suivantes :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 4 piézomètres identifiés sur le plan joint en annexe et situés aux endroits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- limite de propriété Nord (PZ1),</li><li>- limite de propriété Est (PZ2),</li><li>- limite de propriété Sud (PZ3),</li><li>- limite de propriété Ouest (PZ4).</li></ul> <p>Les mesures comparatives sont réalisées sur les paramètres et selon la fréquence minimale suivants par un organisme ou une personne qualifié :</p> <p>PH, température, métaux (• Aluminium • Aluminium • Arsenic • cadmium • Chrome • Cuivre • Fer • Mercure • Nickel • Plomb • Zinc), hydrocarbures, HAP sont contrôlés à une fréquence trimestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Seuls 2 piézomètres sur 4 sont opérationnels au jour de l'inspection : PZ1 et PZ3.</p> <p>Les piézomètres ne sont plus en état de fonctionnement du fait des travaux d'imperméabilisation du fond du site où ils étaient implantés.</p> <p>Un projet de remplacement est annoncé dans le cadre des travaux en cours.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines n'est pas réalisée à une fréquence trimestrielle. Une seule surveillance a été réalisée en 2022 (mars) et 2023 (juin). Il est à noter que les analyses sont désormais effectuées par la société Aquanalyse.</p> <p>Par ailleurs, aucune interprétation des résultats n'est effectuée par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir un planning prévisionnel de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- réalisation des travaux d'imperméabilisation des 9 000 m<sup>2</sup> restants,</li><li>- réalisation des 2 piézomètres en remplacement des piézomètres 2 et 4.</li></ul> <p>La surveillance des eaux souterraines doit être réalisée à fréquence semestrielle (période de basses eaux et hautes eaux) et être accompagnée d'une interprétation des résultats.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois